

PARTIE 1 ETAT DE L'ECONOMIE NATIONALE (MAROCAINE ET ETRANGERE) ET POLITIQUE ECONOMIQUE

Document 1

LES STATISTIQUES TENTENT D'AGRÉGER RÉALITÉS MATÉRIELLES ET VALEURS SUBJECTIVES.

• Classement des pays selon :

Rang	PIB par habitant en 2004 (1)	indicateur de développement humain en 2005 (2)	Indicateur du niveau de vie en 2004 (3)	Corrélation entre la hausse du PIB et celle du bonheur de 1973 à la fin des années 80, alors que depuis la fin des années 90, le revenu par tête a largement augmenté et le bonheur a peu augmenté et il y a des périodes où il a diminué. En Allemagne, les deux indicateurs ont augmenté de façon corrélative.
1	Luxembourg	Islande	Luxembourg	
2	Irlande	Norvège	Norvège	
8	Pays bas	Japon	France	
10	Canada	France	Pays bas	
17	France	Belgique	Suède	
22	Grèce	Allemagne	corée du sud	

Source : (1) FMI; (2) Programme des Nations Unies pour le Développement ;

(3) Marc Fleurbaey, Centre de recherches , sens, éthique et société (CERSES, CNRS- Université paris v) et Guillaume Gaullier, Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII).

L'IDH a été créé en 1990 par le PNUD. Plus récemment, en 2000, est apparu «l'indice du bonheur mondial» couvrant 60 pays de par la planète. agrège des données officielles relatives à 4 thèmes : paix et sécurité, liberté et démocratie, qualité de vie et recherche, formation, information. L'indice est la moyenne de 40 données, l'année 2000 constituent la base 100 de référence. Pour 2006, l'indice s'établissant à 102,38.

Document 2

AGRICULTURE : LA GRANDE OUBLIÉE AU MAROC.

Lancement de l'étude stratégique, le premier pas vers une réforme profonde.

L'agriculture occupe une place importante dans l'économie nationale. Cependant, ce secteur hautement stratégique pour le pays est confronté à des contraintes structurelles dont notamment sa vulnérabilité devant les aléas climatiques, le net déficit de financement ainsi que les problèmes liés aux structures foncières, caractérisées par l'exiguïté des exploitations et leur éparpillement. La flambée des cours des produits et intrants agricoles et l'insuffisance de l'utilisation des techniques culturelles modernes ainsi qu'une production à deux vitesses, l'une très développée tournée vers l'export, l'autre archaïque, viennent s'ajouter à ces problèmes.

La conjoncture actuelle impose d'effectuer une série de réformes nécessaires pour sa mise à niveau. En effet et compte tenu des engagements pris par le Maroc dans le cadre des accords de l'OMC et dans celui des accords conclus notamment avec l'Union Européenne et les USA pour une zone de libre-échange, l'économie marocaine est appelée à s'ouvrir davantage sur le marché mondiale.

De ce fait, l'agriculture marocaine doit faire l'objet d'un effort d'adaptation considérable pour conserver ses parts de marché à l'export et pour en conquérir de nouveaux. Concernant les marchés intérieurs, les efforts doivent porter sur des mesures de protection de la production nationale et le renforcement de la compétitivité des produits agricoles nationaux.

Par ailleurs, les professionnels continuent de réclamer une réforme lourde et profonde, visant à dégager l'agriculture de la dépendance structurelles des

aléas climatiques. Ainsi, le Ministère de l'Agriculture vient de lancer une étude stratégique. Pour les professionnels, la relance de l'agriculture et son intégration au processus de libéralisation des échanges doivent s'accompagner notamment de l'appel soutenu aux organisations professionnelles agricoles et rurales. La promotion de l'investissement privé, le renforcement de la compétitivité et la stabilisation et l'amélioration des revenus des agriculteurs devraient également prendre une place de choix dans cette stratégie.

Source : *Le Matin* du 27.12.2007.

Document 3

LA CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE AUGMENTE LE RISQUE AU MAROC.

... La demande ; moteur principal de la croissance en France, devrait donc ralentir. Si cette lame de fond se propage à toutes les économies européennes, la demande qui s'adresse au Maroc s'en ressentira bien évidemment. Les deux tiers du commerce extérieur du Maroc se réalisent avec le vieux continent. Déjà sur les 11 premiers mois de 2007, la demande étrangère adressée au Maroc pâti d'une décélération de l'économie mondiale (augmentation des exportations de 8% au lieu 17,8% un an auparavant). L'essoufflement des exportations marocaines s'explique par d'autres facteurs, dont la faible valeur ajoutée qu'elles contiennent.

Par ailleurs, l'investissement direct étranger peut diminuer sous l'effet de la crise financière internationale. On évalue ce repli à 25%.

L'Europe absorbe 77% des exportations marocaines.								
Répartition géographique des échanges (janvier -Novembre 2007). En millions de dh.								
Continent	Total des échanges	Part en %	Importations	Part en %	Exportations	Part en %	Solde	Taux de couverture %
Europe	228636	66,7	144079	61,8	84557	77,2	-59522	58,7
Asie	57973	16,9	48276,8	20,7	9696,5	8,8	-38580,3	20,1
Amérique	33830,7	9,9	25860,8	11,1	7969,9	7,3	-17890,9	30,8
Afrique	21287,3	6,2	14702,9	6,3	6584,4	6	-8118,5	44,8
Océanie	1160	0,3	364,6	0,1	795,4	0,7	+430,8	218,2
Total	342887,3	100	233284,1	100	109603,2	100	-123680,9	47

Source : *La vie Economique* du 01.02.2008.

Document 4

FACTEURS DE CROISSANCE ET DÉVELOPPEMENT

Réagissant à la publication du rapport de la Banque Mondiale sur la croissance et du livre blanc de la CGEM (Confédération des patrons marocains), le professeur A. Ouali revient sur la problématique du développement, considérant que des variables autres que la fiscalité, notamment la formation des prix, sont à même d'assurer une

croissance profitable à toutes les catégories de la population.

En effet, accélérer la croissance est un objectif nécessaire, faire de cette croissance un facteur déterminant du développement nécessite d'autres politiques économiques.

La fiscalité n'est pas le facteur le plus attractif de l'investissement. Mais on peut dire que la baisse du taux de l'IS sert plus l'économie spéculative (gain immédiat) que la dynamique de l'investissement.

Sous l'angle de la politique économique, la fiscalité pose plutôt l'équation : fiscalité, prix, revenu, consommation, épargne, investissement. Cette équation doit être l'une des préoccupations officielles au lieu et place de la baisse des taux, des niches d'exonération, de la fiscalité des lobbies.

La question de la législation du travail doit être fondamentalement liée au marché du travail, en relation avec le marché des biens et services et de la monnaie. Face à la libéralisation du marché des biens et services et du commerce extérieur, et à celle des marchés financier et monétaire, il faut éviter d'opposer un marché de travail rigide et codifié.

Par ailleurs, la question de la justice est avant tout une problématique politique et sociale, mais qui a des effets économiques indéniables. Sans parler de la réforme du système éducatif. La justice et l'éducation sont les deux grandes tares de notre société. Quant à l'informel, il faut bien distinguer économie populaire (souks, médina, petits artisans, joutéas,...) et l'économie illégale. Il faut bien sanctionner la dernière, s'agissant bien d'activités illégales, spéculatives, situations de rente, de monopole et d'oligopole...

Source : *La Vie Economique* du 01.02.2008

TRAVAIL À FAIRE :

- 1** Relever dans le document 1 une limite du PIB
- 2**
 - a.** Présenter un élément composant l'indice du développement humain (IDH).
 - b.** Sur la base des connaissances acquises, apprécier cet indice dans le cas du Maroc.
- 3**
 - a.** Expliquer l'expression soulignée dans le document 2.
 - b.** Présenter quatre obstacles au développement du secteur agricole marocain, sur la base du document 2 et des connaissances acquises.
 - c.** Relever du document 2, des solutions appropriées pour l'agriculture marocaine.
 - d.** L'expression « ...ainsi qu'une production à deux vitesses, l'une très développée tournée vers l'export, l'autre archaïque... », signifie dualisme de l'agriculture marocaine, qui n'est pas limité seulement à l'agriculture.
 - d₁.** Y a-t-il vraiment dualisme des structures économiques, ou plutôt une articulation défavorable au secteur traditionnel en relation avec le secteur moderne ?
 - d₂.** La conception donnée par l'expression « ...réclamer une réforme profonde, visant à dégager l'agriculture de la dépendance structurelle des aléas climatiques » à la réforme agraire, est-elle conforme à la conception habituelle de cette réforme

agraire en tant que stratégie agricole.

e. Distinguer union économique et monétaire et zone de libre-échange.

f. Présenter les effets possibles de la libéralisation des échanges marocains avec l'Union Européenne et les USA sur le secteur agricole.

4 a. Commenter la situation du commerce extérieur marocain, objet du document 3.

b. Relever dans le même document et sur la base des connaissances acquises des causes structurelles et une cause conjoncturelle des difficultés de ce commerce.

c. La compétitivité des produits marocains, longtemps assise sur les prix relativement bas des produits exportés, eux-mêmes permis par les bas salaires (l'exemple du textile est éloquent) est compromise de plus en plus actuellement. Expliquer.

5 Suivant le document 4, « accélérer la croissance est un objectif nécessaire... d'autres politiques économiques ».

Expliquer ces propos, en formulant un texte structuré (introduction, développement et conclusion). (Une dizaine de lignes)

PARTIE 2 L'ECONOMIE MONDIALE ET MONDIALISATION.

Document 1

Economie mondiale : Quel impact d'une crise sur le marché national ? (Maroc)

Il s'agit plutôt d'une récession, mais la possibilité d'une crise n'est pas à écarter.

Les transferts des MRE et le tourisme peuvent en souffrir d'un marasme dans la zone euro.

« Lorsque l'économie américaine a des problèmes, toute l'économie mondiale est impactée », ont souligné plusieurs économistes lors du dernier Forum de Davos. Les propos rassurants de Condoleeza Rice (secrétaire d'Etat américain) n'ont pas convaincu. « L'économie américaine est résistante » a-t-elle expliqué. « Mais pour combien de temps ? », rétorquent les analystes.

En effet, les signes avant-coureurs d'une récession sont là : le dollar est à son plus bas niveau face aux autres devises, et, certaines organisations comme l'OPEP envisagent de changer le dollar comme monnaie de référence : l'inflation arrive elle aussi à un stade préoccupant avec un taux de 4,1%. La crise immobilière a aggravé la situation et ses effets se sont traduits par une crise financière qui a touché les groupes européens ; le renchérissement record des matières premières, surtout le prix du pétrole qui frôle les 100 \$ le baril est aussi une contrainte de taille.

Les analystes trouvent que c'est une crise très grave et qui dépasserait celle de 1929. L'endettement des ménages était de 130 % du PIB en 1929, il est actuellement de 220 %. Par ailleurs, cette économie américaine est très concurrencée par les économies européenne, japonaise, indienne et chinoise,...

Mais quel impact pourrait avoir cette crise sur l'économie nationale ? Il faut savoir que le pays a choisi de s'intégrer dans l'économie mondiale avec un degré d'ouverture très élevé.

Les événements actuels ont déjà des effets néfastes sur l'économie européenne, surtout la zone euro à laquelle l'économie marocaine est fortement liée. L'économie

marocaine reste fragile et sensible aux effets extérieurs. Toutes les économies européennes ont revu à la baisse leur taux de croissance pour l'année 2008 ; et qui dit recul dit chômage. Le Maroc se base beaucoup sur les recettes voyages et les transferts des MRE. Ces deux paramètres vont certainement être impactés. A ajouter à cela l'envolée du prix du pétrole. Le taux de croissance de 6,2 % prévu par le gouvernement serait difficilement tenable. Les investissements directs étrangers vont être aussi touchés. Les multinationales vont revoir à la baisse leur programme d'expansion à l'international faute de débouchés (baisse de la demande mondiale). Les effets sur le Maroc ne seront pas trop lourds du fait que le pays n'est pas fortement industrialisé et n'est pas tourné vers l'export. La parité actuelle de l'euro par rapport au dollar est en faveur du Maroc. Le dirham est aligné sur un panier de devises à 70 % pour l'euro et 10 % pour le dollar. Cette situation permet d'amortir le choc au niveau de l'importation du pétrole mais pas au niveau de l'équipement qui provient pour l'essentiel de l'Europe. Cette tendance est aussi pénalisante pour les exportations marocaines qui sont chères par rapport aux produits cotés en dollar. Côté bourse, on estime qu'elle ne sera pas touchée du fait que la présence des investisseurs étrangers reste marginale.

Source : *Finances News hebdo* du 31.01.2008

Document 2

L'OUVERTURE EST-ELLE SUFFISANTE ?

Ce n'est pourtant pas simple. Parce qu'il ne suffit pas de s'ouvrir pour profiter de la mondialisation. Ainsi, un pays comme l'Argentine, qui était sans doute le meilleur élève du FMI en matière d'ouverture financière, et qui a réduit son niveau de protection d'un tiers entre 1990 et 2002... n'a pas réalisé une bonne performance. Par ailleurs, le choix d'exporter sur le marché mondial ne suffit pas. Si ce marché offre des opportunités, encore faut-il que le pays concerné soit capable de les saisir ou de les deviner. Une agriculture dynamique, des hommes formés, des règles stables et respectées (notamment en matière juridique), des infrastructures correctes, un commerce actif et non soumis à l'arbitraire du politique, c'est dans ce creuset que le développement prend naissance...

TRAVAIL À FAIRE :

- 1 Relever dans le document 1, trois signes de récession de l'économie américaine.
- 2 Présenter deux effets de cette récession américaine sur l'économie européenne.
- 3 L'économie marocaine est-elle à l'abri de cette crise mondiale ? Expliquez
- 4 Relever dans le document 1, un acteur de l'économie mondiale.
- 5 La mondialisation est souvent présentée comme phénomène d'effacement des frontières nationales et de la marginalisation des Etats nationaux. Est-ce vrai ? Expliquer.
- 6 Relever dans le document un comportement possible des multinationales face à la crise actuelle.
- 7 Sur la base du document 2, identifier les éléments d'une stratégie nationale gagnante face à la mondialisation.